

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIOLOGIQUES ET POLITIQUES DE PARIS
CRESPPA



LE CRESPPA-GTM et le GDRI DREEM du CNRS avec la Revue Tiers Monde
organisent une

TABLE RONDE

*autour du dossier publié dans la Revue Tiers Monde n°210/
avril-juin 2012 sous la direction de Fatiha Talahite*

25 ANS DE TRANSFORMATION POST-SOCIALISTE EN ALGÉRIE (1987-2012)

Vendredi 19 octobre 2012

Site Pouchet/CNRS - 59/61 rue Pouchet, Paris 75017

<http://www.pouchet.cnrs.fr/plan.htm>

Salle de conférences - 14h-18h30

PROGRAMME

Introduction

La transformation post-socialiste en Algérie

Fatiha Talahite

Première table-ronde : Post-socialisme et reconfigurations internes et externes

La reconfiguration des structures de pouvoir en Algérie. Entre le national et l'international

Francesco Cavatorta

Politique étrangère et guerre mondiale contre le terrorisme dans la reproduction du pouvoir algérien

Jeremy H. Keenan

L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme

Mehdi Abbas

Deuxième table-ronde : Rente pétrolière et difficile émergence du marché intérieur

Les hydrocarbures : atout ou frein pour le développement de l'Algérie ?

Yanis Ainas, Nacer Ouarem, Saïd Souam

État providence et politique du logement en Algérie. Le poids encombrant de la gestion politique des rentes urbaines

Madani Safar Zitoun

L'agriculture algérienne face aux défis alimentaires. Trajectoire historique et perspectives

Cherif Omari, Jean-Yves Moisseron, Arlène Alpha

La rente et l'État rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui ?

Fatiha Talahite

Présentation du dossier publié dans Tiers Monde n°210 • avril-juin 2012

25 ans de transformation post-socialiste en Algérie

La *Revue Tiers Monde* a une longue histoire de débats et de bilans autour de la question du développement en Algérie : en 1963, François Perroux présentait un livre dans la collection Tiers Monde sur *Les problèmes de l'Algérie indépendante* ; à la fin des années 1970, la revue abritait un débat autour du modèle des industries industrialisantes de Destanne de Bernis et de son application à l'Algérie; et en 1980, Christian Palloix dirigeait un dossier sous forme de bilan : « Algérie 1980 ».

Depuis, le pays a connu de profonds bouleversements économiques et politiques qui ont largement reconfiguré le système mis en place après l'indépendance. Le modèle de développement basé sur une industrialisation accélérée menée par l'État et financée par les revenus des hydrocarbures, qui était entré dans une phase d'essoufflement, n'a pas résisté à la crise provoquée par la chute du cours du pétrole en 1985-1986, ce qui a favorisé le lancement de réformes. C'est pourquoi nous avons voulu profiter du cinquantenaire de la proclamation de l'indépendance, le 5 juillet 2012, pour faire un bilan de ces transformations. On peut dire en caricaturant que l'Algérie a passé la moitié de ces cinquante années à construire le socialisme et l'autre moitié à essayer d'en sortir ! Quel est le bilan de la deuxième période ? Que reste-t-il des réalisations de la première ? Comment s'est faite la transition ?

Ce bilan porte sur la période initiée dès 1987 par des mesures partielles d'ouverture économique, processus qui s'est accéléré à partir des émeutes d'octobre 1988 avec la révision constitutionnelle de 1989 qui supprima toute référence au socialisme et le lancement de la réforme économique par le gouvernement des « réformateurs » (1989-1991). Ces réformes et les bouleversements qu'elles ont entraînés s'inscrivent dans le grand mouvement de transformation post-socialiste qui a marqué la fin du XXe et le début du XXIe siècle, tant en Europe de l'Est que dans les pays en développement qui avaient adopté dans ses grandes lignes le modèle socialiste (économie planifiée et parti unique).

Ces deux périodes ont en commun d'avoir commencé par un vent de liberté, porté par une forte mobilisation de la société rendant tous les espoirs permis, suivi d'une reprise en main musclée. Le gouvernement d'Ahmed Ben Bella, renversé par un coup d'État, aura duré moins de 3 ans (septembre 1962-juin 1965) et celui de Mouloud Hamrouche, contraint à démissionner, un an de moins (septembre 1989-juin 1991), ce qui est court, dans les deux cas, pour faire un bilan. Au cœur de ces bouleversements, la question du pouvoir et du rôle de l'armée, non encore réglée à ce jour. La rupture entre les deux périodes concerne aussi la politique extérieure : dans la première, l'Algérie s'affirme comme pays du tiers-monde, socialiste et non aligné, tandis que, dans la seconde, elle se rapproche de l'Union européenne, des États-Unis et de l'OTAN dans le cadre, notamment, de la « guerre mondiale contre le terrorisme ».

Ce bilan porte sur les transformations politiques, économiques, sociales qui ont marqué ce quart de siècle, sachant que les réformes ne représentent qu'un aspect de ces mutations qui débordent largement l'action anticipée des décideurs. Il a entre autres finalités de vérifier ou d'infirmer l'hypothèse selon laquelle aujourd'hui semble s'ouvrir une nouvelle phase caractérisée par la remise en cause d'un ensemble de mesures et d'engagements, tant au plan interne qu'international, économique que politique, sans que l'on sache encore sur quels types de changements cela va déboucher. Si cette nouvelle donne est repérable par des événements au plan international (crise financière) et régional (« printemps arabes »), il s'agissait surtout de déceler dans les évolutions internes les éléments de continuité ou au contraire de rupture par rapport à ce qui a caractérisé toute cette période.

Au plan théorique, il existe une importante littérature portant sur la nature de l'État en Algérie, caractérisé tour à tour comme patrimonial ou néo-patrimonial, nourricier, démiurge, bunker, rentier... Il s'agissait d'interroger ces théories au regard du contraste entre, d'une part, la capacité de cet État à perdurer malgré des crises aiguës, d'autre part, l'affaiblissement constant de sa légitimité à continuer à prélever la rente des hydrocarbures tout en ne garantissant pas le minimum de ses fonctions (au vu de la déliquescence du système éducatif, du système de santé, de l'administration...).